

Cahier des charges

FED_2013_OPS_OPZB_services médicales

Accord à attribuer des services médicaux pour la coordination médicale de Fedasil

PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICATION

POUVOIR ADJUDICATEUR	FEDASIL, rue des Chartreux 21, 1000 Bruxelles
SERVICE DIRIGEANT	Service Marchés Publics
OBJET	Attribuer des services médicaux à la coordination médicale de Fedasil
PROCEDURE	Procédure négociée sans publication (art. 26§1, 1a Loi marché < 85.000 € hors TVA)
MODE DE CALCUL DES PRIX	marché à bordereau de prix sur base des quantités probables
FERMETURE DES OFFRES	le 29 novembre 2013 – prolongation jusqu'au 20 décembre 2013
SESSION D'INFORMATION	Pas d'objet
CPV	85121000 – pratiques médicales https://enot.publicprocurement.be/changeLanguage.do?language=fr-FR

Fait à Bruxelles le 21/10/2013

1. Abréviations utilisées

MB	Moniteur belge
La Loi	Loi du 15 juin 2006 : Loi marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services.
AR	Arrêté Royal
AR 1	l'AR du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques
AR 2	l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.
Loi Motivation	Loi du 17 juin 2013 : loi relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services.
Art	Article
An	Annexe
Par	Paragraphe
Ap	Appendice
Réf	Référence

2. Dérogations à l'AR 2

Pas de dérogations

3. Marché

3.1. Objet du marché

Marchés publics de services pour exécuter des services médicaux pour la coordination médicale de Fedasil.

Il s'agit un marché de conseil des dossiers des habitants des propres centres, mais aussi des dossiers des partenaires, et aussi des dossiers des personnes qui ne sont pas du tout des habitants, mais qui ont quand-même droit à l'assistance médicale (les no-shows).

C'est un marché en 2 lots. Le soumissionnaire peut introduire une offre pour 1 lot ou pour les deux lots.

Durée du marché : 6 mois

Il s'agit d'un marché avec numéro CPV :

85121000 – pratiques médicales (services médicales)

3.2. Lieu ou les services doivent être exécutés.

Les prestations doivent être effectuées à l'adresse suivante :

Le siège central de Fedasil, Rue des Chartreux 21, 1000 Bruxelles

3.3. Visite des lieux

Non obligatoire

3.4. Clauses techniques

Les prestations seront conformes avec les spécifications mentionnées dans l'annexe C.

3.5. Durée de la convention

Le contrat commencera en principe le 1^{er} janvier 2014 et a une durée de 6 mois.

4. **Pouvoir adjudicateur, service dirigeant et fonctionnaire dirigeant**

4.1. Pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur public est le directeur général de Fedasil.

Le pouvoir adjudicateur est le seul interlocuteur responsable et donc la seule autorité compétente pour modifier le marché et pour trancher les problèmes éventuels qui se posent lors de l'exécution.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par le service dirigeant.

4.2. Service dirigeant

Le service dirigeant pour le présent marché est le Service des Marchés Publics

Personne de contact :

Peter Allaert
Coordinateur des Service Marchés Publics
Rue des Chartreux 21, 1000 Bruxelles
peter.allaert@fedasil.be

4.3. Fonctionnaire dirigeant

Les coordonnées du fonctionnaire dirigeant seront données lors de l'adjudication du marché.

Le mandat du fonctionnaire dirigeant est le suivant :

- ⇒ le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les dispositions nécessaires dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du contrat
- ⇒ en aucun cas, il n'est permis au fonctionnaire dirigeant de modifier les modalités (p.ex. délais d'exécution...) ou l'inventaire de ce marché, même si l'impact financier est négatif ou nul
- ⇒ toute promesse, modification ou accord qui s'écarte des conditions du cahier spécial des charges et qui n'est pas notifié par le pouvoir adjudicateur est à considérer comme nul et non avenu par les deux parties

5. **Mode de passation du marché public**

5.1. Procédure utilisée pour l'attribution du marché

Le marché sera attribué par moyen d'une procédure négociée sans publication.
(conformément art. 26 § 1, 1a Loi. Marché < 85.000 € HTVA)

Cette procédure autorise des négociations.

5.2. Attribution du marché

L'Agence n'est pas obligée d'attribuer le marché. L'Agence peut renoncer à l'attribution du marché comme elle peut recommencer la procédure, voir le cas échéant utiliser un mode différent. Ceci conformément à l'article 35 de la Loi. De ce fait, le pouvoir adjudicateur peut renoncer à l'attribution si l'estimation du marché est dépassée.

6. Documents qui sont d'application au marché public, excepté tous les autres

6.1. La législation des marchés publics, en particulier

6.1.1. *La législation*

- ⇒ La Loi
- ⇒ AR 1
- ⇒ AR 2
- ⇒ Loi motivation
- ⇒ Chaque changement aux législations à la date limite de fermeture des offres ou au moment de clôturer les négociations)

6.1.2. *Article 5 AR 2*

- ⇒ § 2. Cet arrêté est entièrement d'application pour les marchés avec un montant estimé au-dessus de 30.000 Euro.
- ⇒ § 3. Pour les marchés avec un montant estimé entre 8.500 et 30.000 euro et, pour des marchés dans le terrain d'application du titre III de Loi, entre 17.000 et 30.000 euro, sont uniquement d'application les articles 1 au 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 au 63, 67 au 76, 78 §1, 84, 95, 127 et 160.

Les documents sont disponibles via l'adresse internet suivante :

<http://ejustice.just.fgov/wet/wet.htm>

6.2. Sont également d'application

Le présent cahier des charges, les annexes, toutes les notes, les normes ou documents y référant. En particulier les prescriptions dans le domaine des services médicales.

Par l'introduction de son offre, le soumissionnaire accepte explicitement les conditions du présent cahier spécial des charges et renonce de manière inconditionnelle à ses propres conditions de vente même si celles-ci figurent sur l'une ou l'autre annexe de son offre. Toute réserve ou le non-respect des engagements d'une de ces clauses ou dispositions aboutit à l'irrégularité de son offre, contraignant Fedasil d'ignorer celle-ci.

S'il s'agit d'une offre de prix pour l'achat de machines, appareils, outils, installations ou équipements de protection individuelles ou collectives, les exigences suivantes doivent être respectées:

- Les lois et règlements en vigueur en matière de sécurité et santé doivent être respectés.
- Un mode d'emploi dans la langue de l'utilisateur doit être fourni (attention: Région Bruxelloise: mode d'emploi en néerlandais et français exigé)
- Les produits sont prévus des marquages CE et déclarations de conformité CE nécessaires
- Autres exigences concernant la sécurité et la santé

7. Sélection qualitative et droit d'accès

7.1. Droit d'accès (art 61 AR 1)

Art. 61. § 1er. conformément à l'article 20 de la loi, est exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le candidat ou le soumissionnaire qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour :

- 1° participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal;
- 2° corruption, telle que définie à l'article 246 du Code pénal;
- 3° fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002;
- 4° blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

7.2. Critères d'exclusion (Digiflow)

Les documents concernant les critères d'exclusion 7.2.1 à 7.2.3. seront consultés par le pouvoir adjudicateur par Digiflow, pour les soumissionnaires belges. Et ceci sur sa propre initiative.

7.2.1. Obligations en matière de sécurité sociale (art 62 AR 1)

En application de l'Art 62 de l'AR 1, le pouvoir adjudicateur procède avant l'adjudication à une sélection qualitative des soumissionnaires, sur la base de l'art 62, § 1 s'il est belge, § 2 s'il est étranger.

Si le document ou l'attestation n'a pas été obtenu dans le pays concerné, celui-ci peut être remplacé par une déclaration sur l'honneur ou une attestation sous serment de la personne concernée en présence d'une instance juridique ou publique, un notaire ou une organisation professionnelle compétente du pays d'origine ou de provenance.

7.2.2. TVA et Impôts Directs (art 63 AR 1)

Le soumissionnaire étranger joindra à son offre une attestation ou des attestations récentes (datant de maximum 6 mois à compter de la fermeture des offres) délivrées par l'administration / les administrations compétentes dans son pays en matière de perception des impôts directs et de la TVA (ou des taxes qui remplacent la TVA dans son pays), dont il ressort qu'il est en règle concernant ses obligations à l'égard de l'administration / les administrations précitées. Si cette attestation ou ces attestations ne sont pas délivrées dans son pays, une déclaration sous serment certifiée par un notaire ou par une autorité compétente ou administrative de son pays suffira.

7.2.3. Non-faillite (art 61 § 2 AR 1)

Le soumissionnaire ne peut se trouver entre autres dans l'une des situations suivantes :

- 1° être en état de faillite ou de liquidation, de cessation d'activités ou de concordat judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature dans les législations et les réglementations nationales.
- 2° avoir fait l'aveu de sa faillite ou faire l'objet d'une procédure de liquidation, de concordat judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales.

Le soumissionnaire joindra à son offre une attestation de non-faillite récente (datant de maximum 6 mois à compter de la date de fermeture des offres) délivrée par le greffe de tribunal de commerce compétent.

Le soumissionnaire étranger devra présenter cette attestation délivrée par l'instance officielle compétente de son pays ou à défaut une déclaration sur l'honneur certifiée par un notaire ou une instance judiciaire ou publique.

8. Forme et contenu de l'offre

Le soumissionnaire fait son offre en Néerlandais ou en Français et remplit les annexes (annexe A, annexe B, annexe C) d'une manière correcte. S'il utilise d'autres documents que ceux prévus, il portera l'entière responsabilité pour la concordance entre les documents qu'il utilise et les documents prévus.

Ceci est un marché en 2 lots. Le soumissionnaire peut introduire une offre pour 1 lot ou pour les deux lots.

L'offre présentera deux volets physiquement distincts :

1. Volet administratif et financier
2. Volet technique

Le volet technique décrit de manière claire et nette tous les aspects de la prestation et les caractéristiques techniques de la proposition. Celui-ci sera accompagné de toute la documentation censée utile. Aucun prix ne sera mentionné dans le volet technique.

Toutes les documents, écrasements, ajouts ou changements, aussi bien dans l'offre que dans les annexes, qui peuvent influencer les conditions essentielles du marché comme prix, délais, spécifications techniques, doivent être signés par le soumissionnaire ou son mandaté.

Le prix doit être donné en Euro.

Des réductions éventuelles doivent être comptées dans le prix unitaire et ne sont pas mentionnées séparément.

9. Introduction des offres

L'offre sera rédigée en un exemplaire.

L'offre peut être introduit par porteur, envoyé par service postal ou envoyé par courrier électronique.

L'offre doit être en possession du pouvoir adjudicateur au plus tard à la date et l'heure mentionnées dans ce cahier des charges.

Les offres doivent être envoyées à l'adresse suivante :

A l'attention de Peter Allaert
peter.allaert@fedasil.be

10. Date limite pour introduire les offres

Date limite pour introduire les offres : le 29 novembre 2013 - **prolongation jusqu'au 20 décembre 2013**

11. Délai d'engagement de l'offre

Le soumissionnaire reste lié à son offre pour une période de 90 jours de calendrier. Ce délai commence le jour limite pour introduction des offres.

12. Critère d'attribution

Le marché public sera attribué sur base de l'offre régulière offrant le prix le plus bas. Le prix le plus bas sera déterminé sur base de prix total par lot (en tenir compte des quantités probables).

Les parties ne sont pas liées par les quantités probables

13. Prix

13.1. Mode de fixation des prix

Le soumissionnaire donnera prix pour chaque poste proposé. Les prix offerts sont HTVA.

Le soumissionnaire est obligé de donner le taux de la TVA dans son offre.

Les prix dans l'offre sont notés en Euros. Le montant total de l'offre et les prix unitaires sont écrits en toutes lettres. De même les montants globaux des postes respectifs de l'inventaire seront écrits en toutes lettres.

Toutes les frais seront repris dans le prix, aussi bien dans le prix global que dans les prix unitaires. Excepté le taux d'imposition sur la valeur ajoutée.

13.2. Révision des prix

Le prix est fixe et non révisable

13.3. Contrôle du prix

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler le prix moyennant toutes les pièces comptables disponibles et via des visites sur place. Et ce également chez les sous-traitants / co-contractants.

14. Cautionnement

Pas d'application

15. Exécution du marché

Les prestations seront effectuées conformément à la description en annexe C. (spécifications techniques) et selon les règles de l'art.

16. Réception provisoire et définitive

16.1. Réception provisoire

Mensuellement, le fonctionnaire dirigeant fera une réception des travaux sur base des prestations exécutées du contractant, qui mettra sur la facture/créance « accord pour exécution des prestations. Un relevé de détail des prestations exécutées sera ajouté à la facture/créance.

17. Modalités de paiement

La facture sera établie après l'exécution des prestations mensuellement.

Le paiement se fera dans les 30 jours calendriers à partir du moment que le fonctionnaire dirigeant est en possession de la facture régulièrement établie (ainsi que les autres pièces justificatives exigées comme le(s) bon(s) de travail signé(s). Un détail des prestations fournies sera ajouté avec la facture.

18. Dispositions particulières

18.1. Compétence

Seul le droit belge est d'application pour l'interprétation des clauses contractuelles et la détermination des droits et devoirs qui NE seraient PAS mentionnés dans ces clauses.

Seules les litiges générés par le marché public relevant de la compétence exclusive des juridictions de l'arrondissement de Bruxelles.

18.2. Responsabilités du contractant

Le contractant s'engage à mettre tous les moyens en oeuvre nécessaires pour l'exécution du présent contrat et de ne pas enfreindre à ses obligations générées par le présent contrat.

Le contractant organisera l'exécution / livraison conformément aux règles de l'art. Durant toute la durée du contrat le contractant :

- ⇒ Est civilement responsable envers la direction, les occupants et les visiteurs ou autres personnes pour les préjudices subis par les personnes, des dommages causés aux biens ou des faits dont il est responsable et qui tombent sous sa supervision.
Par dommages causés on entend, des préjudices subis par les personnes, des dommages causés aux immeubles, infrastructure, mobilier, aux personnes présentes dans l'immeuble, aux biens du personnel y compris les endommagements causés par l'eau, le feu, l'effondrement, la fumée et l'affaissement.
Les dommages occasionnés doivent être réparés aux frais du prestataire de services, et ce dans les plus brefs délais.

- ⇒ Vu le contrat conclu, il est responsable envers la direction et le service occupant :
 - pour l'exécution intégrale des obligations contractuelles
 - pour tout dommage matériel occasionné aux installations confiées
- ⇒ Il est responsable pour les accidents qui découlent de ses prestations;

La responsabilité contractuelle est couverte par la caution.

18.3. Sous-traitance

La sous-traitance d'une partie du marché est permise. L'offre mentionnera les noms et l'identification des éventuels sous-traitants.

Le sous-traitants se doivent de respecter leurs obligations envers l'ONSS ou en l'occurrence envers les instances nationales similaires pour les sous-traitants étrangers.

Le candidat-soumissionnaire sera entièrement responsable pour l'intégralité du projet et sera l'unique interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

Les soumissionnaires peuvent, malgré que l'entière responsabilité leur incombent, donner en sous-traitance certaines parties du marché public.

A la demande du pouvoir adjudicateur, et ce avant l'attribution du marché, le soumissionnaire soumettra toutes les informations nécessaires pour évaluer les éventuels sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler l'exactitude des données fournies via les documents soumis et de se rendre chez le sous-traitant.

Si le pouvoir adjudicateur décide d'effectuer l'évaluation de ces sous-traitants, le soumissionnaire en sera formellement informé via lettre recommandée.

Le refus de permettre l'évaluation de ces sous-traitants entraînera soit l'exclusion du présent marché ou la résiliation du contrat.

18.4. Sécurité et confidentialité

Le soumissionnaire et Fedasil s'engagent explicitement à ne pas divulguer des secrets professionnels ni de propager des informations confidentielles apprises lors de l'attribution ou l'exécution du présent marché public. Le soumissionnaire et Fedasil veilleront à confier cette information relative au présent marché public uniquement aux parties impliquées à son exécution. Les deux parties garantissent que les personnes impliquées soient informées de leurs obligations de confidentialités et qu'elles respecteront leur engagement.

18.5. Publicité

Le prestataire de services s'engage à ne pas donner de publicité au présent marché public sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit du pouvoir adjudicateur. Bien qu'il soit autorisé à mentionner le présent marché public en tant que référence.

Fait à Bruxelles le 21 octobre 2013

Jean-Pierre Luxen
Directeur Général